

FICHES PRATIQUES POUR METTRE
EN ŒUVRE L'ÉGALITÉ DE GENRE

Agir pour le genre

Paroles et pratiques
d'actrices et acteurs



LES COLLECTIONS DU F3E

REPÈRES SUR



SORTIR DE L'HÉTÉRONORMATIVITÉ, L'INCLUSION DES PERSONNES LGBTQI+

Problématique et enjeux

Définitions

Les personnes LGBTQI+* – lesbiennes*, gays*, bi*, trans*, queer*, intersexes* – sortent de l'hétéronormativité, c'est à dire du « système, asymétrique et binaire, de genre, qui tolère deux et seulement deux sexes, où le genre concorde parfaitement avec le sexe (au genre masculin le sexe mâle, au genre féminin le sexe femelle) et où l'hétérosexualité (reproductive) est obligatoire, en tous cas désirable et convenable »¹.

L'hétéronormativité repose sur :

- un modèle de masculinité et de féminité dominant avec des normes à appliquer en fonction de son genre, comme par exemple s'épiler pour les femmes et être musclé pour les hommes ;
- un modèle familial nucléaire, où le père et la mère ont des rôles spécifiques et différents ;
- l'injonction à une sexualité qui a pour but d'avoir des enfants ;
- la primauté des personnes qui s'identifient au genre auquel elles ont été assignées à la naissance.

Ce système de normes organise la société, avec des dynamiques d'exclusion, notamment des personnes non cisgenres* et non hétérosexuelles.

On peut sortir de l'hétéronormativité du fait de :

- son orientation sexuelle, comme les personnes lesbiennes ;
- son identité de genre, comme les personnes trans, ou celles qui ne se reconnaissent ni comme homme ni comme femme ;
- son expression de genre, c'est-à-dire la façon dont le monde perçoit notre genre, comme une femme avec une barbe ou un homme avec une jupe.²

Pourquoi porter une attention particulière aux personnes LGBTQI+ ?

Un non-respect des droits des personnes LGBTQI+ à l'échelle internationale

- 70 États membres de l'ONU criminalisent les actes sexuels consensuels entre adultes de même sexe. La peine de mort est encourue dans 11 pays.
- Peu d'États reconnaissent l'identité de genre des personnes transgenres. Dans certains cas, leur stérilisation irréversible est exigée pour que leur identité de genre soit juridiquement reconnue.
- Dans 32 États, des lois restreignent la liberté d'expression en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre. 44 États font obstacle à la formation, à la création ou à l'enregistrement d'ONG liées à l'orientation sexuelle.

Certaines lois discriminatoires à l'encontre des personnes LGBTQI+ encore en vigueur et appliquées aujourd'hui sont issues de la colonisation, notamment en Afrique et en Asie.

Les angles morts de la binarité dans les projets de solidarité internationale

La vision binaire du genre est largement répandue dans le domaine de l'économie sociale et solidaire et dans le milieu de la solidarité internationale. Aussi, les actions de solidarité internationale sont généralement pensées par et pour des personnes cisgenres*. Cela mène à l'exclusion des personnes qui ne se reconnaissent pas dans ce cadre binaire qui ne connaît que deux catégories, les femmes et les hommes.

L'exemple des toilettes publiques

Les toilettes publiques sont souvent divisées de manière binaire, avec d'un côté des toilettes pour femmes et de l'autre des toilettes pour hommes. Cela génère de l'exclusion et des violences pour les personnes transgenres et intersexes. Par exemple, des hommes trans sont harcelés et maltraités dans les toilettes des hommes, craints et ridiculisés dans les toilettes des femmes, soupçonnés de prostitution lorsqu'ils utilisent des toilettes publiques, ou

¹ Cynthia Kraus, traductrice de Judith Butler, *Trouble dans le genre, Le féminisme et la subversion de l'identité*, Paris, La Découverte, 2006.

² Dans certaines sociétés, du moins, car de nombreux hommes dans de nombreuses cultures portent ce que l'on pourrait assimiler à une jupe ou une robe (kilt, dhoti, qamis, etc.)

totallement privés d'accès aux toilettes publiques. Par ailleurs, quand on est un homme trans et que l'on va dans les toilettes «pour homme», on trouve rarement d'installations pour la gestion de l'hygiène menstruelle.

La distribution en contexte d'urgence

Dans de nombreux cas, les lignes de distribution sont binaires. Dans certains cas, et notamment parce que des travaux autour de l'égalité femmes-hommes ont été menés, les rations d'urgence sont distribuées prioritairement – voire exclusivement – aux femmes, en tant que «cheffes de famille». Mais beaucoup de personnes LGBTQI+ ont été rejetées par leur famille ou vivent dans des familles qui ne comprennent pas de femme cisgenre* adulte. Comment font alors ces personnes? Qu'advierait-il à un homme trans qui ferait la queue dans une ligne spécifiquement destinée aux femmes pour un kit d'hygiène menstruelle?

ALTERNATIVES CAMEROUN : DÉVELOPPER LES ACTIVITÉS AVEC DES LESBIENNES, TRANS, INTERSEXES

Depuis 2011, Jo Mandeng organise avec Alternatives Cameroun des activités à destination des lesbiennes, bi et trans, qui n'étaient que peu ciblées auparavant dans les activités de l'association, centrées sur les hommes gays. Des temps d'échanges, des créneaux et lieux spécifiques pour avoir accès à des soins de santé ont permis de mobiliser des lesbiennes, des personnes trans et intersexes, qui sont peu à peu plus nombreuses dans l'association et organisent leurs propres événements. Voir le témoignage de Jo Mandeng, directrice administrative et financière d'Alternatives Cameroun, défenseuse des droits des minorités sexuelles.

Pour passer à l'action

Sortir de l'invisibilisation

Les personnes LGBTQI+ sont invisibilisées dans de nombreux projets. Cela peut notamment être le cas en raison du choix de vocabulaire ou de l'angle d'action du projet. C'est le cas du terme «HSH» – hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes –, apparu dans les années 2000 pour désigner les hommes homosexuels, notamment dans les programmes liés au VIH/Sida. Au départ, ce terme a été utilisé pour éviter de stigmatiser les personnes dans un contexte très hostile, ainsi que pour inclure les hommes ayant des relations avec d'autres hommes tout en étant mariés à des femmes par ailleurs, mais ce terme contribue à ne pas parler d'homosexualité, qui est réduite à une pratique sexuelle.

Par ailleurs, l'intégration des populations dites «à risque» dans les programmes VIH/Sida, notamment des hommes gays et des travailleur·se·s du sexe dans les années 2000, a contribué à l'invisibilisation des femmes lesbiennes et bisexuelles et des personnes trans en dépit de leur vulnérabilité particulière face au VIH/Sida, en lien par exemple avec les violences sexuelles qu'elles peuvent subir. De même, de nombreuses organisations féministes sont centrées sur les droits des femmes cisgenres* et hésitent à défendre les droits de toutes les femmes, quelles que soient leur orientation sexuelle ou leur identité de genre.

Enfin, la communauté LGBTQI+ n'est pas une communauté homogène, et des rapports de domination peuvent également exister entre ses différentes parties.

Respecter l'autonomie des personnes concernées et ne pas les mettre en danger

Dans certains pays, l'homosexualité et/ou la transidentité sont pénalisées et, dans la plupart des pays, le rejet social est fort. Les personnes concernées risquent alors de subir beaucoup de violence. Les organisations de la société civile qui travaillent avec des mouvements de défense des personnes LGBTQI+ doivent penser à la sécurité de ces personnes, et aux préjudices liés à ce travail de militantisme qu'elles peuvent subir. C'est l'enjeu du «do no harm» – ne pas nuire –, de ne pas créer

d'effets négatifs supplémentaires par son action ou son inaction. Une vigilance est donc nécessaire sur le risque d'«outer*» (rendre visible publiquement sans respect du consentement de la personne concernée) des personnes et de leur faire prendre des risques. Dès lors, la visibilisation des LGBTQI+ et le côté «pride*» sont des aspects occidentalisés qui ne sont pas toujours adaptés : selon les pays, les enjeux peuvent être davantage de ne pas se mettre en danger que de revendiquer son homosexualité. Des prises de position d'organisations de solidarité internationale peuvent aussi mettre en danger leurs partenaires sur le terrain si les envies et besoins des personnes impliquées localement ne sont pas pris en compte.

Pour aller plus loin

« Genres en dehors de la binarité occidentale » : <https://lavieenqueer.wordpress.com/2018/05/06/genres-en-dehors-de-la-binarite-occidentale/>

La licorne du genre : <https://unicorn.mrtino.eu/>

Lana Woolf, Edge Effect, *Transgender Invisibility in the Humanitarian System*, <https://www.linkedin.com/pulse/transgender-invisibility-humanitarian-system-lana-woolf/> et *Crystal clear reasons to focus on LGBT people in WASH programs*, <https://www.linkedin.com/pulse/crystal-clear-reasons-focus-lgbt-people-wash-programs-lana-woolf/>

Chez Binge Audio, le podcast *Camille* sur l'hétéronormativité dans notre société, <https://www.binge.audio/podcast/camille/camille>, et l'épisode du podcast *Kiffe ta race* « Noire et trans », <https://www.binge.audio/podcast/kiffetarace/noire-et-trans>



Jo Mandeng

PLACE AUX PERSONNES LESBIENNES, INTERSEXES ET TRANS

Je m'appelle Jo Mandeng, je suis actuellement directrice administrative et financière d'Alternatives Cameroun. Je milite pour les droits des personnes LGBTQI+ depuis bientôt dix ans. Au sein d'Alternatives, j'ai été coordinatrice de l'Unité genre, notamment de la cellule qui s'occupe de l'*empowerment* des femmes lesbiennes et des personnes trans, et aussi coordinatrice santé sexuelle et reproductive. Je suis féministe et activiste pour les droits des personnes trans.

Alternatives Cameroun est une association camerounaise qui milite pour la défense des droits des minorités sexuelles et des personnes vulnérables, et pour la prise en charge des personnes affectées par le VIH et les hépatites.

Alternatives a été créée en 2006 et a ouvert un centre en 2008. Depuis, on mène des actions sur plusieurs programmes : le programme santé axé sur la santé sexuelle et reproductive, la santé mentale et la proctologie, le programme droits humains et genre, avec des activités de documentation des violations des droits des personnes LGBTQI+, la rédaction de rapports de violations des droits, la prise en charge des victimes de violations, l'aspect juridique et judiciaire pour la défense des droits, et aussi toute l'intégration des cibles oubliées.

Alternatives a aujourd'hui 70 employé·e·s. Je pourrais en parler pendant des heures !

« Waouh, je ne suis pas seule, je ne suis pas diabolique, ce n'est pas Satan... et si c'est Satan, il y a beaucoup de Satans ! »

Plus jeune, j'ai vécu personnellement beaucoup de violences. À l'école, je me demandais s'il y avait un endroit où je pouvais comprendre ce que j'avais, parce

qu'à l'époque, je ne savais pas que ça s'appelait être lesbienne. Je savais que c'était diabolique, parce qu'on le disait à l'église. J'ai fait des prières pour que ça parte, je me suis confiée au prêtre, il m'a fait faire des jeûnes, des exorcismes. Quand ma famille a su, elle a organisé des réunions familiales, m'a mise à part.

Un jour, sur Internet, on m'a invité à une assemblée générale d'Alternatives. Il y avait plus de 100 personnes. Je me suis dit : « Waouh, je ne suis pas seule, je ne suis pas diabolique, ce n'est pas Satan... et si c'est Satan, il y a beaucoup de Satans ! » Et c'est comme ça que je me suis engagée à Alternatives et je n'en suis plus partie.

Cela dit, à mon arrivée, en 2011, il n'y avait que des actions pour les personnes gays et rien d'autre. Nous avons essayé de travailler avec un groupe de lesbiennes pour identifier leurs besoins en termes de droits, de santé... Et on s'est rendu compte que les femmes lesbiennes se réunissent autour de trois choses : la bière, le foot et les femmes. [Rires] Depuis, on organise des causeries éducatives, par exemple sur la violence envers les lesbiennes, ou sur comment vivre avec le 347.1. Le 347, c'est l'article qui pénalise la pratique homosexuelle au Cameroun. Avant les causeries, on joue des matchs de foot et on essaie de se réunir dans des bars *friendly*¹.

On organise aussi le « *chill-out* »² dans une maison qu'on loue et où on déporte notre centre médical pour offrir tous les soins de santé : palpation mammaire, prélèvement cervico-vaginal, dépistage VIH-IST et tout le conseil d'accompagnement à la procréation. On l'a ensuite aussi organisé dans le centre, pour que

1 Des bars accueillants pour les personnes LGBTQI+.

2 Journée dédiée aux femmes, organisée hors du centre, avec une offre de soins de santé.

la collaboration entre gays et lesbiennes puisse s'y faire. Au début, les filles ne voulaient pas avoir affaire avec des prestataires de santé masculins, donc on a recruté des prestataires féminines. Ces activités ont permis de réunir beaucoup de femmes lesbiennes, bisexuelles et queer, et d'en recruter pour faire partie de l'équipe.

Au tout début, il fallait batailler pour avoir sa place. Et en face de moi, ce n'étaient que des hommes, plus vieux, donc j'ai dû puiser en moi, me former, m'autoformer, voir une psychologue pour avoir une bonne confiance en moi, et me faciliter le fait de parler en public. Aujourd'hui, je suis au sein du bureau exécutif, et dans les équipes, les femmes commencent à prendre de la place, ce qui n'était pas possible à l'époque!

Pour les personnes trans, on a aussi collecté les besoins : faire la fête, avoir de la visibilité, avoir un endroit où se travestir sans complexe. On a commencé à organiser des défilés de mode où chacune venait présenter son talent de styliste, de mannequin. On a pu recruter des personnes qui sont maintenant dans l'équipe et organisent elles-mêmes leurs journées. On travaille aussi avec des personnes intersexes, pour les intégrer dans nos programmes et dans la structuration de notre association.

Avec la passion, tu peux faire bouger les lignes!

Au Cameroun, tu ne peux pas aller ouvrir une association en disant «défense des droits LGBTQI+», tu n'auras jamais l'autorisation d'exister. L'échiquier politique te contraint à te camoufler pour être dans la légalité. En 2008, aucune institution ne nous ouvrait les portes. Puis le VIH est arrivé, et comme il a malheureusement décimé beaucoup de personnes gays, ça nous a permis de nous asseoir à la table des décisions.

Quand il y a des élections, la question de l'homosexualité est prise comme un instrument pour avoir des suffrages. On dit : «Votez pour moi car je vais éradiquer l'homosexualité.» Pendant les élections, tous nos centres sont fermés, de peur qu'on vienne faire des rafles collectives. Et puis, nous-mêmes, on essaie d'être prudent-e-s. À Alternatives, on a été cambriolé-e-s il y a quelques jours, on nous a pris beaucoup de documents importants. Pour quoi faire? On ne sait pas.

On a aussi été victimes d'incendies des locaux. On essaie quand même de trouver une place dans ce contexte hostile aux personnes LGBTQI+.

En 2016, l'Assemblée a révisé le Code pénal et notamment l'article 347 *bis*, devenu le 347.1, qui pénalise la pratique homosexuelle. Certains voulaient aller jusqu'à 100 ans de condamnation pour homosexualité. On a fait du *lobbying* à haut niveau pour que cette peine baisse. C'est une belle victoire d'avoir réussi à garder «seulement» 5 ans de condamnation.

Une deuxième victoire, c'est que dernièrement, le ministère de la Justice nous a reçu-e-s en audience, alors qu'on le demandait depuis trois ans. Leur directrice des droits humains veut bien travailler avec nous.

Jusqu'ici, on a été beaucoup formé-e-s, et on se dit qu'il faudrait maintenant qu'on forme. On veut que l'expertise communautaire soit valorisée. On essaye de voir comment s'inscrire en tant qu'expert-e-s auprès d'Expertise France pour que, s'il y a des renforcements à apporter dans des pays qui commencent à travailler la question des personnes LGBTQI+ dans les associations généralistes VIH, on puisse donner des formations sur le genre, l'intégration des femmes. On voudrait aussi qu'Alternatives Cameroun soit une ONG, pour avoir un statut d'utilité publique, car en tant qu'association, le ministère a le pouvoir de nous dissoudre.

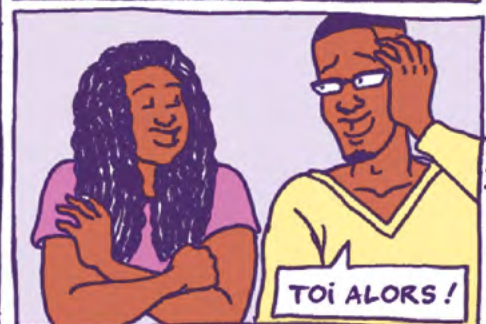
Aux personnes qui commencent à travailler sur ces thématiques, je leur dirais : «Aimez!» Si tu le fais par amour, quelles que soient les conséquences et les risques, tu peux puiser dans cet amour pour pouvoir continuer! Il ne faut pas le faire par contrainte mais par passion! Avec la passion, tu peux faire bouger les lignes!

Et il faut beaucoup se renforcer, se former aussi sur le suivi des bénéficiaires. Si tu n'as pas un discours pour rassurer la personne LGBTQI+, pour la mettre en confiance, qu'elle sente la confidentialité en toi, ça ne marche pas.

Tu veux un troisième conseil? Faire des choses *pour* les personnes *avec* les personnes. Il y a des associations qui se créent pour la défense des droits des LGBTQI+ mais il n'y a même pas de personne LGBTQI+ dedans.

Moi, chaque soir quand je m'endors, je me dis que grâce à moi, un gay a eu accès à la santé, une lesbienne n'est pas passée par la case prison, un ou une collègue peut payer sa facture. Et, moi, je peux maintenant m'asseoir au sein de ma famille, alors qu'à l'époque on ne m'écoutait pas. Tout ça me donne du baume au cœur!





KAN.

Vous souhaitez intégrer une approche genre dans l'animation de vos ateliers, pour renforcer le pouvoir d'agir des participantes ?
Vous voulez prendre en considération au mieux les personnes habituellement marginalisées, que ce soit du fait de leur origine, de leur orientation sexuelle ou identité de genre, de leur handicap, de leur parcours, etc. ?
Vous cherchez à intégrer le genre à chaque étape du cycle de projet ?
Ce guide est fait pour vous !

Il vous propose 13 fiches méthodologiques, issues d'une capitalisation collective, et presque autant d'outils pratiques. Il partage avec vous le parcours des actrices et acteurs concerné-e-s, à travers bandes dessinées et entretiens.

Ces contenus s'articulent autour de trois entrées :

- Agir dans la structure ;
- Mobiliser les acteurs et actrices habituellement marginalisé-e-s ;
- Intégrer le genre tout au long de la démarche de projet.

REPÈRES SUR



32 rue Le Peletier
75009 Paris, France
T : 33 (0) 1 44 83 03 55
M : f3e@f3e.asso.fr
f3e.asso.fr

AVEC LE SOUTIEN DE

